



## LA CONVENTION EUROPÉENNE

LE SECRETARIAT

Bruxelles, le 12 novembre 2002 (29.11)  
(OR. en)

CONV 399/02

WG VIII 15

### NOTE DE SYNTHÈSE

du :	Secrétariat
au :	Groupe de travail VIII "Défense"
Objet:	Note de synthèse de la réunion tenue le 29 octobre 2002

### Résultats des travaux

#### 1. Échange de vues sur la portée de la PESD

**[NB. Le compte rendu sommaire sur ce point porte également sur les discussions qui se sont poursuivies lors de la réunion suivante du groupe, le 4 novembre]**

- Le président a ouvert les débats en évoquant l'évolution de l'environnement en matière de sécurité et la nécessité de réfléchir aux incidences que cela pourrait avoir sur la portée de la PESD, et en particulier la nécessité de revoir les actuelles "missions de Petersberg". La question de la défense collective, même si elle est sensible, mérite aussi un examen plus approfondi. Il a suggéré que la discussion soit axée sur les questions figurant dans le document introductif qui a été distribué à tous les membres (document de travail 10).
- Un certain nombre d'intervenants ont insisté sur l'apparition de menaces nouvelles, en particulier celle du terrorisme à la suite des attentats du 11 septembre aux États-Unis. Pour d'autres, cela montre qu'il faut développer de nouvelles capacités, par exemple dans le domaine de l'échange de renseignements. Pour ce qui est des missions de Petersberg, certains ont estimé qu'il n'était pas nécessaire de les modifier, et qu'elles étaient déjà suffisamment souples. Pour d'autres, elles devraient être adaptées/modernisées pour tenir compte de l'évolution des menaces; les objectifs de la stabilisation ainsi que les tâches d'accompagnement en matière de défense ("defence outreach") (formation etc.) ont été mentionnés. Cependant, un certain nombre de ceux qui souhaitent une modification des tâches ont aussi demandé que l'on maintienne une certaine souplesse d'interprétation, et plusieurs d'entre eux ont demandé que le texte d'un futur traité soit à cet égard "ouvert".
- Plusieurs membres du groupe ont convenu qu'il fallait ajouter des dispositions visant à permettre que des ressources développées dans le cadre de la PESD soient mises à la disposition des États membres au cas où elles seraient nécessaires au sein de l'UE, en particulier dans le domaine de la protection civile.

- Pour ce qui est d'un éventuel devoir de solidarité, les positions au sein du groupe sont apparues nettement divergentes. Plusieurs intervenants ont suggéré qu'il serait utile de prévoir une forme d'engagement, qui serait en fait le pendant des actuels engagements généraux en matière de solidarité qui figurent dans le traité. Certains ont reconnu que tous les États membres ne seraient pas en mesure de souscrire à un tel engagement et qu'il faudrait donc prévoir une disposition permettant soit de s'y rallier soit de s'en dégager ("opting in ou opting out"). Certains ont suggéré que toute disposition en ce sens dépendrait en partie de ce qu'il adviendrait de la garantie de défense collective existant au sein de l'UEO (article V). D'autres ont déclaré qu'ils étaient opposés à toute forme d'engagement collectif. Certains ont fait valoir que ce serait politiquement inacceptable; d'autres préfèrent que l'on se garde d'insérer des éléments qui pourraient affaiblir les engagements existants, tels que ceux qui existent au sein de l'OTAN. Un intervenant a fait valoir que toute action militaire devrait se fonder sur un mandat des Nations Unies. Plusieurs intervenants se sont demandé pourquoi la partie II du projet de traité constitutionnel contenait un titre distinct pour la défense, alors que la PESD fait partie intégrante de la PESC et ne devrait pas en être séparée.
- De l'avis général, les nouvelles menaces constituent un défi particulier dans la mesure où il s'agit d'élaborer une réponse coordonnée faisant intervenir une large série d'instruments. Il faut recourir à des moyens moins traditionnels (tels que des forces militaires du type "gendarmerie") ainsi qu'à des instruments du troisième pilier.
- Le président a conclu qu'il existait un consensus général quant à la nécessité de reconnaître les menaces nouvelles pour la sécurité et d'y réagir. Si certains membres du groupe se sont montrés circonspects quant à la manière de répondre à ces menaces, d'autres ont jugé qu'elles devaient être prises en compte pour moderniser les tâches de Petersberg. Le groupe est prêt à approfondir la question du recours aux structures de la PESD pour apporter une assistance en cas d'attaque terroriste dans l'UE. Des divergences de vues se sont clairement manifestées sur la question d'un éventuel devoir de solidarité. Le président a également rappelé qu'il faudrait approfondir la question du rôle du Haut Représentant, et d'un éventuel Adjoint pour la défense.

## 2. Audition de Lord Robertson, Secrétaire général de l'OTAN, suivi d'un échange de vues

- Lord Robertson a décrit les développements intervenus récemment à l'OTAN, en réponse à l'évolution de la menace, et dans le contexte de l'élargissement de l'organisation à un nombre considérable de pays. Il a souligné l'importance de la coopération entre l'UE et l'OTAN et jugé regrettable que le dernier lien en matière de coopération (Berlin +) n'ait pas encore été mis en place. L'OTAN continue à soutenir sans réserve l'initiative de la PESD, mais il importe que l'UE évite de susciter des attentes qu'il serait ensuite impossible de satisfaire. Il faut plus particulièrement mettre l'accent sur la mise en place de capacités adéquates.
- Lord Robertson a déclaré que la coopération UE/OTAN fonctionnait mieux en pratique qu'en théorie, comme l'a montré récemment la mission menée dans l'ARYM. Mais aucune des deux parties ne peut se permettre de fonder cette coopération sur des solutions ponctuelles. Des arrangements à court terme, comme ceux prônés par d'aucuns pour permettre à l'UE d'assurer la relève de l'Opération "Amber Fox", ne sont pas une réponse valable.

- En général, la population attend des deux organisations un niveau élevé de coopération. Toute concurrence entre elles serait un gaspillage. Rien ne justifie donc que l'UE essaie de se doter des mêmes capacités de planification que celles de l'OTAN. Il faut plutôt qu'elle concentre ses efforts pour fournir d'autres capacités.
- La question de la défense collective UE/OTAN a été soulevée au cours de la discussion. Plusieurs intervenants se sont interrogés sur l'avenir des liens que l'OTAN entretient avec la Russie et du Partenariat pour la paix. On a également évoqué la compatibilité de la nouvelle initiative de l'OTAN en vue de la mise en place d'une force de réaction rapide. Certains membres du groupe ont abordé la question du fossé technologique qui existe par rapport aux États-Unis. Lord Robertson a souligné que la défense collective en Europe relevait essentiellement de la garantie prévue par l'article V du traité de l'Atlantique Nord. Les objectifs des tâches de Petersberg et le concept de force de réaction rapide de l'OTAN sont complémentaires, mais différents, même si les forces mises à disposition par les membres européens de l'OTAN sont les mêmes. Pour ce qui est du fossé technologique, les difficultés de l'Europe sont de trois ordres: insuffisance des dépenses, absence de certaines des capacités les plus fondamentales, et révision du concept stratégique américain. La lutte contre le terrorisme nécessite des soldats "intelligents" et le recours également à des capacités civiles. L'Europe souffre du fait que seuls 3 % de ses hommes sous les armes, pourtant très nombreux, sont rapidement disponibles en cas de crise.

### 3. Divers

Le président a annoncé que la prochaine réunion aurait lieu le 4 novembre et serait consacrée à la question de la flexibilité et de la diversité. L'ancien ministre français de la défense, M. Alain Richard, a été invité à introduire le débat.

---